

« Sobriété : l'ESS a-t-elle quelque chose à dire ? »

Actes du colloque organisé le 06 décembre 2022

Introduction

Le colloque « Sobriété : l'ESS a-t-elle quelque chose à dire ? » a été organisé, le 6 décembre 2022, par le Pacte civique et ESS France, en partenariat avec la Fondation Crédit Coopératif et la Fondation Macif.

L'intention des organisateurs et de leurs partenaires était de susciter l'échange de différentes parties prenantes de l'Économie sociale et solidaire autour du thème de la sobriété, passée en quelques mois, du registre du tabou médiatique et politique à celui d'une injonction gouvernementale. Les actes du colloque montrent en quoi les organisations de l'Économie sociale et solidaire se différencient des autres entreprises du secteur ordinaire, du fait de leur modèle économique, de leur gouvernance spécifique, de la nature de leurs activités mais aussi du profil de leurs prospects, clients ou salariés. Ce colloque a bénéficié du regard extérieur de Yamina Saheb, co-auteurice du rapport 2022 du GIEC.

Jean-Baptiste de Foucauld

Je vous remercie d'être venus nombreux à ce colloque qui est important pour le Pacte civique puisque la sobriété est une valeur fondamentale qui a été mise en avant dès la création du Pacte civique en 2011. Il ne s'agit toutefois pas de n'importe quelle sobriété.

La sobriété que nous appelons de nos vœux doit être créative, juste et fraternelle. La problématique aujourd'hui est de réaliser cette construction qui ne va pas de soi et qui est un véritable changement culturel. Il convient de réaliser ce changement à tous les étages de la société en même temps c'est-à-dire au niveau de nos comportements personnels, du fonctionnement des différentes organisations qui structurent la vie sociale, des politiques publiques, et des territoires. C'est donc une métamorphose importante à réaliser pour relever les défis sociaux et écologiques à venir. C'est un imaginaire à créer. On voit donc bien la difficulté de cette tâche avec les risques de conflictualité qui sont devant nous.

Dans ce contexte, l'économie sociale et solidaire (ESS) dont le Pacte civique reprend les valeurs en les projetant à sa manière, a un rôle primordial à jouer dans la construction de cette sobriété. Les sondages que nous avons fait réaliser grâce au concours de nos partenaires que je remercie, viendront éclairer notre réflexion.

Ce qui nous encourage dans l'idée que l'ESS a un rôle à jouer dans la promotion de cette sobriété est lié au fait que l'ESS a un temps d'avance sur au moins deux points : d'une part, elle n'est pas animée par la recherche de profits car elle ne distribue pas de dividendes mais elle met en réserve lorsqu'il y a des bénéfices, ce qui est une forme de sobriété. D'autre part, elle réduit les écarts de revenus notamment avec l'agrément ESUS. Il s'agit là d'une sobriété sociale, mais il reste à construire la sobriété écologique et à affronter tous les problèmes que toute organisation rencontre tels que les désirs de puissance, les mises en concurrence, les captations de territoires, qui ne sont pas vraiment de la sobriété.

Les questions qui se posent sont donc les suivantes : où en est l'ESS dans ce contexte ? Comment peut-elle progresser ? Peut-elle être le pilote de cette mutation et trouver dans la

sobriété un nouveau rayonnement ? Peut-elle passer de la marge au centre selon la formule d'Helena da Silva ? Voilà le sujet de ce colloque.

Avant d'aller plus loin et de donner la parole à notre animatrice Marine Lamoureux que je remercie, je souhaite rappeler la définition de la sobriété donnée, pour la première fois, par le GIEC dans son dernier rapport :

« Ensemble de mesures politiques et de pratiques du quotidien qui évitent la demande en énergie, en eau, en matériaux, en sol et autres ressources naturelles, tout en garantissant le bien-être de tous dans le respect des limites planétaires. »

Yamina Saheb, qui nous rejoindra tout à l'heure, reviendra probablement sur cette définition qu'on peut d'ailleurs lire dans l'autre sens :

Dans les limites planétaires, assurer le bien-être de tous, tout en évitant la demande en énergie, eau, matériaux, sol et autres ressources, et grâce à un ensemble de mesures politiques et de pratiques du quotidien.

Marine Lamoureux

Concernant le déroulé de la rencontre, je vous indique que nous commencerons par la présentation d'un premier sondage Viavoice portant sur les Français et la sobriété, ce qui constitue une première base de travail sur ces enjeux, puis par une deuxième enquête portant sur le rapport des salariés à ces mêmes enjeux.

Ensuite, se tiendra une table ronde. Toutes les questions sont à mettre sur le Chat. Les réponses seront apportées ultérieurement et figureront dans les actes numériques du colloque et une version papier qui sera publiée en librairie.

La conclusion se déroulera en deux temps avec d'une part, Yamina Saheb du GIEC, d'autre part avec Pierre Guilhaume pour le Pacte civique et Jérôme Saddier, président d'ESS France.

Je donne la parole à Françoise Lareur, présidente de la Fondation du Groupe Macif dont l'objet est de promouvoir l'innovation sociale, en particulier dans deux domaines absolument cruciaux que sont la mobilité durable et l'habitat.

Françoise Lareur

Bonjour à toutes et à tous, je suis très heureuse de participer à ce webinaire aujourd'hui.

Il n'y a pas si longtemps, en 2021, dans le cadre du partenariat avec le Pacte civique, nous avons vu que parler de sobriété n'était pas naturel. C'est pour cette raison que le Pacte civique nous a aidés, à travers cette étude, à intégrer la dimension sobriété dans nos pratiques du quotidien au sein de la Fondation Macif.

Pourquoi la Fondation Macif a-t-elle pris part avec le Pacte civique et la Fondation Crédit coopératif à ce travail sur la sobriété ? Il nous a semblé important d'aller plus loin que la

théorie. C'est pourquoi nous avons soutenu avec la Fondation Crédit coopératif ce grand sondage ViaVoice auprès des français et des salariés, avec aussi des interviews de dirigeants pour avoir leur regard et leur engagement sur cette dimension de la sobriété.

Je dois dire que bien nous en a pris. En effet, avec les différentes crises telles que le réchauffement climatique et la guerre en Ukraine, avec l'impérative obligation d'accompagner la transition énergétique, nous sommes plongés directement du passage de concept de la sobriété à sa mise en œuvre au quotidien par et pour les citoyens, par et pour les salariés des entreprises, et pour toutes les institutions dans tous les pays.

Cette démarche étant soutenue par deux fondations issues de l'ESS, il nous a semblé naturel de s'intéresser particulièrement à la place de l'ESS vis-à-vis de la sobriété. Les entreprises de l'ESS ont-elles un positionnement différent de celui des autres entreprises ? Sommes-nous en avance sur le reste de l'économie ? L'ESS présente des atouts, ceux-ci peuvent-ils faire bouger les lignes sur les questions de sobriété ?

Nous sommes la Fondation d'un grand acteur mutualiste d'assurance qui a comme raison d'être de protéger le présent et de permettre l'avenir pour toutes les générations futures. Un acteur mutualiste qui met l'humain au cœur de ses préoccupations et non le profit. On voit bien qu'aujourd'hui, et dans les années qui viennent, au-delà de l'assurance des personnes, de leurs biens, de leur santé, et au regard des grandes transitions écologiques, géopolitiques, sociales, la question de la protection devient une vraie question de cohésion sociale et doit être portée collectivement.

La Macif est un acteur mutualiste qui, à travers sa politique RSE et ses investissements responsables, a renforcé sa stratégie en faveur du climat et du financement de la transition énergétique, même si nous avons bien conscience que le chemin qui reste à parcourir est encore long. Pour nous, Fondation Macif, dans nos orientations autour de l'accès à une mobilité, à un habitat solidaire et durable, nous soutenons et accompagnons des partenaires qui innovent au quotidien pour apporter des solutions aux besoins non couverts.

Ce que nous constatons aujourd'hui, dans le contexte de la crise actuelle, c'est que l'entrée vers la sobriété est abordée sous le seul angle énergétique. Mais comme le disait Jean-Baptiste de Foucauld précédemment, c'est bien plus que cela. La sobriété recouvre la question du lien social, la question de la distribution équitable des richesses, de la nécessité de revoir notre société d'hyper consommation ; la sobriété c'est construire une société qui respecte l'humain et son environnement, et prépare l'avenir. Aujourd'hui, avec les conséquences de la crise énergétique et des dérèglements climatiques, on constate que les premiers qui en paient le prix, ce sont les personnes les plus précaires.

Notre enjeu collectif consiste à regarder ensemble comment on travaille cette dimension sobriété sans pénaliser les personnes les plus fragiles, comment on garantit l'accès à tous aux besoins essentiels de façon durable, comment on repense intelligemment nos modes de consommation et de production – eau, gaz, électricité, matériaux -, en supprimant les inégalités et surtout en arrêtant d'en produire de nouvelles.

C'est pourquoi, ce sondage et les premiers enseignements qu'il nous donne sont porteurs d'espoir et je pense que la table ronde qui va suivre nous permettra d'apporter ces grandes lueurs.

Marine Lamoureux

Merci à vous et à tous deux d'avoir bien posé les enjeux et l'ampleur du défi. Je vous remercie pour la transition sur le sondage puisque nous allons rentrer dans le vif du sujet avec les enseignements du sondage Viavoice.

Je donne la parole à Thomas Genty, directeur d'études à Viavoice qui a mené ces enquêtes, l'une auprès d'un échantillon représentatif des Français en général et l'autre en entreprises, auprès d'un échantillon de salariés.

Ensuite, la parole sera attribuée à Christophe Vernier, secrétaire général de la Fondation Crédit coopératif qui a participé à la conception de ce travail et de ce fait, sera à même d'analyser les enseignements de ce sondage au regard de l'ESS.

Thomas Genty

Je vais vous présenter les résultats de deux études que nous avons réalisées pour le Pacte civique en collaboration avec la Fondation du Crédit coopératif et de la Fondation Macif. Ces deux sondages ont été réalisés en 2021 et 2022.

Le premier sondage est classique et réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 16 ans et plus. Il s'est concentré sur la question de la sobriété par rapport à la consommation : comment les Français en tant que consommateurs perçoivent-ils ce rapport à la sobriété ?

Le deuxième sondage s'est intéressé aux salariés en entreprises en ciblant un échantillon représentatif dans les entreprises d'au moins un salarié, hors secteur public. On s'est intéressé au concept de sobriété en entreprise.

Voici les enseignements de la première enquête de 2021, année au cours de laquelle le terme sobriété n'était pas utilisé comme il l'a été en 2022 ayant acquis une certaine notoriété médiatique. Pour autant, les sujets que la sobriété aborde étaient pleinement présents dans l'esprit des Français.



A la question : êtes-vous poussés à consommer plus que nécessaire ? Une majorité des Français (56%) estiment que c'est le cas. La sobriété faisait déjà écho au ressenti des Français en 2021 avec une résonance plus forte auprès des 25 – 34 ans, des CSP+ (chefs d'entreprises, cadres, libéraux) et des parents d'enfants. Il est intéressant de noter qu'une part similaire de la population (53%) limite sa propre consommation, non pour des raisons budgétaires mais par simple volonté. Ce chiffre atteint 63% auprès des personnes qui ont le sentiment d'être poussés à consommer.

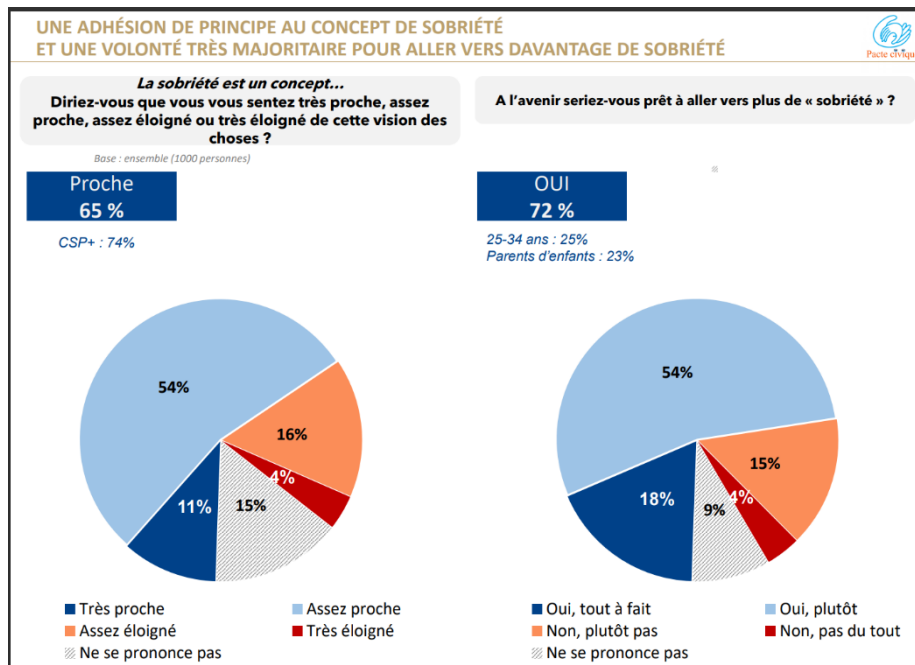
NOTE TECHNIQUE 

2 études réalisées par l'institut Viavoice pour 

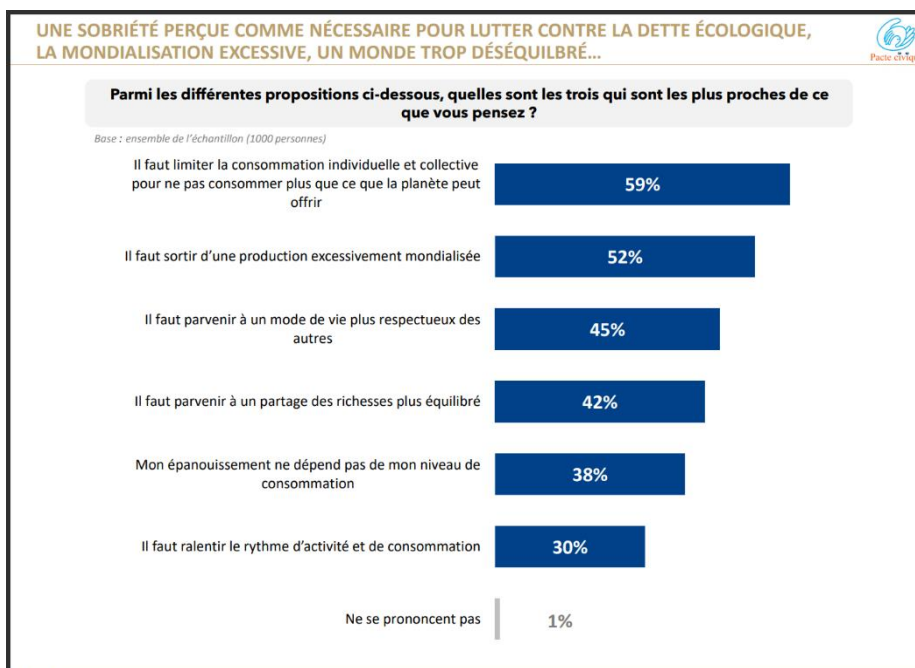
| LE REGARD DES FRANÇAIS SUR LA SOBRIÉTÉ ET LA CONSOMMATION | LE REGARD DES SALARIÉS SUR LA SOBRIÉTÉ EN ENTREPRISE |
|--|---|
| Enquête réalisée en ligne du 6 au 12 mai 2021 | Enquête réalisée en ligne du 13 au 17 mai 2022 |
| Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française de 16 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération. | Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1000 salariés Français d'entreprises d'un salarié et plus (hors secteur public) représentatif en termes de sexe, d'âge, de région, de catégorie d'agglomération, de secteur d'activité, et de taille d'entreprise. |

Nous avons demandé aux Français s'ils se sentaient proches de la définition du concept de sobriété fondé sur les thématiques présentées par Jean-Baptiste de Foucaud, à savoir : limiter l'exploitation de la nature, la recherche de l'intérêt personnel, la satisfaction infinie et

instantanée des désirs, et par opposition, le fait que la sobriété acceptée s'oppose à l'austérité. Une adhésion majoritaire (65%) reconnaît être proche de ce concept de sobriété dont 74% des CSP+, et 72% souhaitent aller vers plus de sobriété. On retrouve la même population sensible à cette thématique : 25% des 25 - 34 ans se disent tout à fait prêts à aller vers plus de sobriété alors que le chiffre est de 18% au global, et 23% des parents.

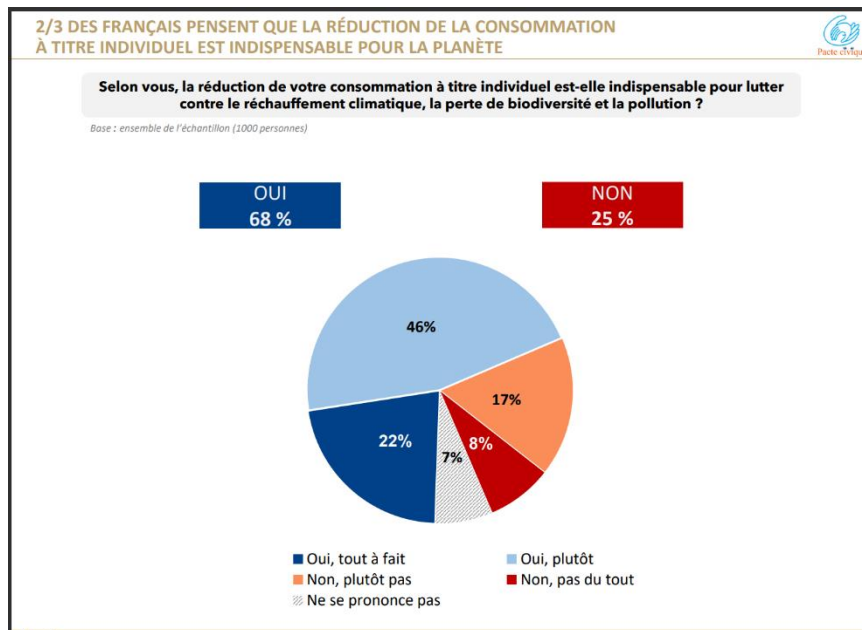


La sobriété est en partie abordée sur le thème de l'écologie puisqu'à la question : comment peut-on mettre en place la sobriété, la première réponse donnée (59%) est que la sobriété doit permettre de lutter contre la dette écologique. Ensuite, viennent la lutte contre une mondialisation excessive (52%), la recherche d'un mode de vie plus respectueux des autres (45%) et un partage des richesses plus équilibré (42%).

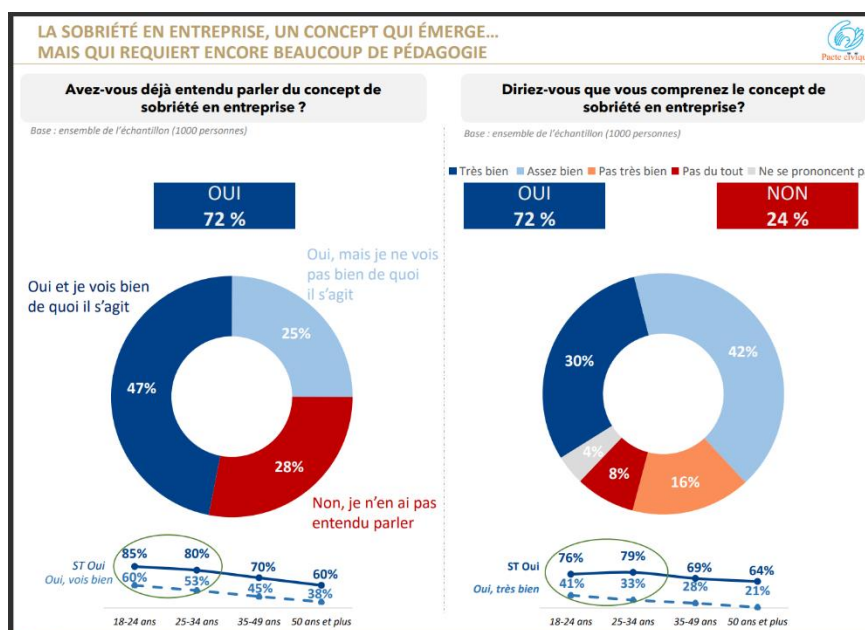


Cet axe écologique est renforcé puisque 68% des Français pensent que la réduction de la consommation à titre individuel est indispensable pour sauvegarder la planète, pour lutter contre le réchauffement climatique, la perte de la biodiversité et la pollution.

Ces enseignements globaux sont intéressants pour comprendre la manière dont les Français percevaient la sobriété il y a un an.

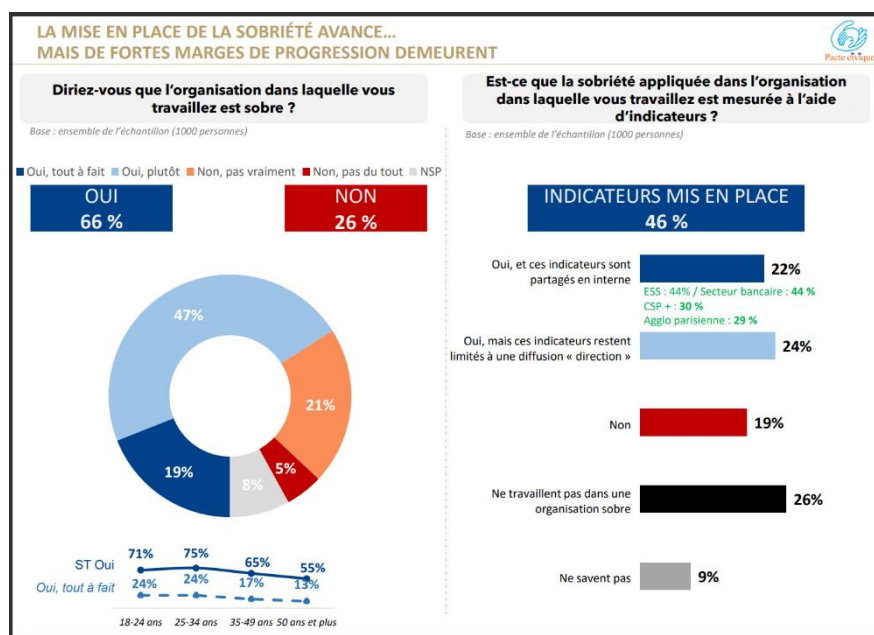


La deuxième enquête, réalisée en 2022, porte sur les salariés en entreprise. On observe que le concept de sobriété est en train d'émerger puisque les trois quarts des salariés en France disent avoir déjà entendu parler du concept de sobriété en entreprise ; près de la moitié voit bien de quoi il s'agit et le concept parle encore davantage aux plus jeunes générations (85%). Pour autant, le sujet de la compréhension précise de ce concept montre que beaucoup de pédagogie est encore nécessaire puisque seulement 30% déclarent le comprendre parfaitement.



La mise en place de la sobriété avance puisque 66% des salariés déclarent que leur entreprise est sobre. Pour autant, à la question sur le fait que la sobriété soit appliquée à l'aide d'indicateurs, seulement la moitié des salariés disent que des indicateurs sont mis en place et 22% de ces derniers indiquent que les indicateurs sont partagés en interne auprès de l'ensemble du personnel. Ainsi, trois quarts des salariés n'ont pas de retour sur d'éventuels indicateurs liés à la sobriété. Il existe donc une énorme marge de progression.

Il faut noter que parmi ces 22% qui déclarent que les indicateurs sont partagés en interne, 44% relèvent de l'ESS et du secteur bancaire.



On a voulu savoir quelles sont les dimensions les plus importantes pour qu'une entreprise soit sobre. Il ressort, en premier lieu, la question de la réduction de la consommation énergétique et de l'empreinte carbone. Le sondage a eu lieu en mai 2022 au moment où les questions de coupure d'électricité n'étaient pas encore évoquées. Ainsi, la sobriété est d'abord associée à l'énergie. Ensuite, vient l'item de la gestion des stocks afin d'éviter le gaspillage (30%) et pour 27%, la réduction des matières premières.

Après ces questions d'énergie et de production, sont citées la dimension sociale (26%), la question de la préservation de la faune et de la flore (24%), la production en limitant les nuisances (21%) – créant donc une attente à l'égard de l'innovation -, puis la prise en compte des attentes des clients en matière de sobriété (19%). La question de la rémunération vient alors avec 18%.



On a ensuite repris les mêmes rubriques en leur demandant ce qui est appliqué, à l'heure actuelle, dans leur entreprise et sur quelle dimension une action doit être engagée en priorité. La gestion des stocks contre le gaspillage et la bonne relation entre dirigeants et collaborateurs sont citées en premier lieu en tant que mise en œuvre et priorité. Il y a donc une cohérence entre les attendus et ce qui est fait. En revanche, les sujets de la prise en compte des attentes des clients/fournisseurs et la production en limitant les nuisances sont placés en tête pour leur mise en œuvre alors que ce ne sont pas des sujets prioritaires pour les salariés.

La plus forte attente porte sur la réduction de la consommation de l'énergie alors que ce sujet est en 5^{ème} position dans ce qui est mis en place. Il y a donc un hiatus entre les attentes des salariés et ce qui est mis en place. C'est aussi le cas pour les sujets de la participation des salariés aux prises de décisions de l'entreprise et pour les écarts de rémunérations.

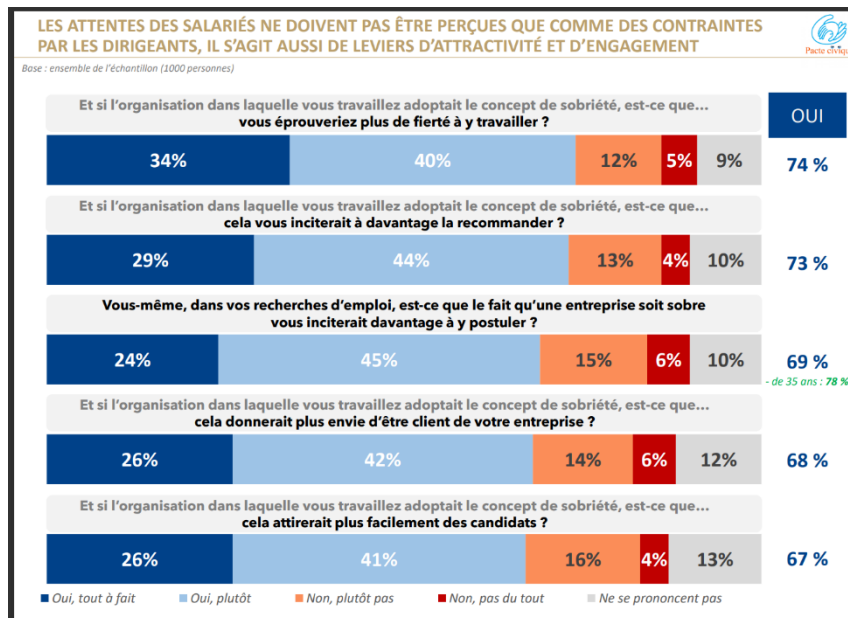
**IL EXISTE UN HIATUS ENTRE CE QUI EST MIS EN PLACE DANS LES ORGANISATIONS
SELON LES SALARIÉS ET LEURS PRIORITÉS**

« Diriez-vous que l'organisation dans laquelle vous travaillez applique ce concept ? » *« Quels aspects votre entreprise devrait mettre en place en priorité ? »*

Classement

| Aspect | Classement (Actuel) | Classement (Priorité) | Écart |
|--|---------------------|-----------------------|-------|
| La gestion des stocks pour éviter les surplus, le gaspillage | 1 | 2 | |
| Une bonne qualité des relations humaines entre dirigeants et collaborateurs | 2 | 3 | |
| La prise en compte des attentes des clients, partenaires et fournisseurs en matière de sobriété | 3 | 11 | - 8 |
| Produire des services/produits utiles et limiter les nuisances que cela peut engendrer | 4 | 12 | - 8 |
| La réduction de sa consommation de matières premières | 5 | 5 | |
| La réduction de sa consommation d'énergie, de son empreinte carbone | 5 | 1 | + 4 |
| La mise en place d'un management donnant plus d'autonomie aux salariés les plus proches du terrain | 7 | 7 | |
| Le respect de la faune et de la flore | 8 | 8 | |
| La participation des salariés aux prises de décisions de l'entreprise | 9 | 6 | + 3 |
| La mise en place d'objectifs partagés dans l'entreprise en matière de sobriété | 10 | 10 | |
| Des investissements dans des placements durables et responsables | 11 | 9 | |
| Encadrer l'écart entre les rémunérations les plus élevées et les plus faibles | 12 | 4 | + 8 |

Les attentes des salariés ne doivent pas être perçues que comme des contraintes par les dirigeants, il s'agit aussi de leviers d'attractivité et d'engagement. En effet, la sobriété est un élément de fierté pour 74% des salariés, ils recommanderaient davantage une entreprise sobre (73%) et y postuleraient plus facilement (69%). L'image de marque d'une entreprise sobre est meilleure vis-à-vis des clients/fournisseurs et des candidats au recrutement.



En conclusion, ces sondages montrent que la sobriété est un concept qui a émergé mais qui requiert encore énormément de pédagogie, même s'il est désormais fréquemment évoqué dans les médias. Sa mise en place en entreprise progresse mais il reste encore beaucoup de travail notamment au niveau des objectifs qui sont peu partagés en interne. Il faut veiller à ce que ne soit pas une sobriété d'affichage. En entreprise, les priorités portent sur les questions de l'énergie et de la production, mais on observe de grandes attentes des salariés sur le volet social. Le contexte économique actuel inflationniste est de nature à donner plus de poids à ces enseignements. Enfin, cette sobriété ne doit pas être vécue comme une contrainte mais comme un levier d'attractivité pour les entreprises pour fidéliser ses salariés et attirer de nouveaux profils.

Marine Lamoureux

Merci beaucoup Thomas Genty pour ce point complet. On relève des leviers importants sur les attentes des salariés, c'est une vraie note d'espoir pour aller de l'avant.

Christophe Vernier, secrétaire général de la Fondation Crédit coopératif, que retenez-vous de ces deux enquêtes et pouvez-vous nous éclairer sur le rôle que peut jouer l'ESS en matière de sobriété ?

Christophe Vernier

Je remercie Thomas Genty pour son exposé clair et synthétique. Je souhaiterais d'abord revenir sur la première enquête menée en 2021 auprès d'un échantillon de citoyens.

J'ai été frappé par le fait que le sentiment de trop consommer et l'adhésion au concept de sobriété étaient présents dans toutes les classes sociales, y compris dans les classes les moins favorisées, ce qui n'a pas forcément été perçu jusqu'à présent par le personnel politique ou les médias. Ce qui a aussi retenu mon attention c'est que parmi les freins pour aller vers plus de sobriété, il y a bien sûr le fait de ne pas toucher aux libertés et au plaisir de la consommation, mais en deuxième rang est cité le fait que notre modèle de société lie la réussite à la consommation. Ce point est très interpellant pour notre avenir commun dans la mesure où il y a une conscience d'une certaine emprise d'un système de valeurs sociales qui pousse à la consommation ; il y a ici une dimension éminemment culturelle aux enjeux de transition écologique.

La première enquête avait déjà tenté d'établir un lien avec l'ESS. On note qu'en 2021, seulement 10% des Français semblaient connaître l'ESS. Néanmoins, en les interrogeant sur deux marqueurs significatifs de l'ESS que sont l'ancrage local des activités et les processus de démocratie et de participation dans la prise de décisions, une majorité adhère à ces principes et estime que c'est une voie de progrès en termes de sobriété. Cela laisse penser que deux tiers des Français adhèrent à l'ESS sans le savoir. Plus encore, 60% expriment leur envie de se rapprocher de l'ESS pour aller vers plus de sobriété, sans forcément connaître ses principes et ses valeurs. 27% sont même prêts à s'engager bénévolement auprès d'acteurs de l'ESS pour aller vers davantage de sobriété. Il y a donc un rôle attendu de l'ESS et un potentiel d'engagement important.

La deuxième enquête portant sur les salariés en entreprise, menée en mai 2022, donc bien avant qu'onédiabolise le terme de sobriété au niveau politique et médiatique, apporte des enseignements intéressants. La compréhension et la pertinence du concept de sobriété en entreprise ne sont pas si limitées que ce qu'on pouvait craindre, même si le sujet est encore peu partagé entre les directions exécutives et les lignes managériales. Des progrès sont attendus dans les domaines de l'énergie et des consommations, approche qu'on pourrait relier à la RSE, mais qui s'apparente encore trop souvent à une démarche de mise en conformité réglementaire ou des préoccupations d'image.

Il est frappant de constater que l'acceptation et le comportement des salariés, interrogés en tant qu'individus, ne diffèrent pas tant que ça entre ce qu'ils pratiquent dans leur sphère privée et en entreprise. En revanche, il y a des écarts importants entre les priorités d'action qu'ils souhaitent pour leur entreprise et ce que pense leur employeur. Les salariés ont des idées en la matière, ce qui est une bonne nouvelle. Cela me rappelle les propos de Nadia Maïzi, coauteure du dernier rapport du GIEC, selon lesquels les enfants poussent leurs parents, les citoyens poussent leurs élus et leur gouvernement, les salariés poussent leur employeur pour mieux et plus agir.

L'enquête permettait également d'établir un effet miroir entre des salariés d'organisations conventionnelles et des salariés d'organisations de l'ESS. On a respecté le ratio de 14% correspondant au poids de l'ESS dans les emplois du secteur privé. L'ensemble des salariés de l'ESS est mieux-disant sur l'ensemble des questions posées (entre 12 et 20% de mieux selon les sujets), que ce soit sur la connaissance du concept de sobriété, sa compréhension, l'adhésion, les pratiques personnelles, la perception de sa propre entreprise. En particulier, les salariés de l'ESS expriment une recherche plus marquée d'un alignement entre leurs valeurs personnelles et leur vie en entreprise.

L'enquête confirme aussi que la sobriété est un levier d'attractivité très important qui est encore plus marqué dans l'ESS. Dans un contexte de difficultés de recrutements qui n'épargnent pas l'ESS et de l'évolution du rapport au travail notamment pour les nouvelles générations, l'ESS a donc des prédispositions favorables à activer pour se différencier. De par ses valeurs, son ADN, ses principes d'action, l'ESS peut porter un discours de mise en cohérence entre ses fondements et cette sobriété qu'on appelle de nos vœux. Elle touche également à la sphère des relations sociales dans les entreprises et de nombreux acteurs de l'ESS sont eux-mêmes porteurs solutions innovantes pour aller vers plus de sobriété. Son approche prend en compte l'ensemble des populations et plaide pour une transition écologique juste et solidaire pour tous, notamment à l'égard des plus vulnérables, par exemple en matière d'alimentation, de logement, de mobilité, etc.

En conclusion, ces enquêtes apportent des notes d'espoir spécifiques pour l'ESS. On pourrait poursuivre sur les questions suivantes : comment la sobriété pourrait être une opportunité de plus pour l'ESS et un marqueur de différenciation par rapport à d'autres formes d'économie ? Comment l'ESS pourrait être l'étendard d'une culture de la sobriété et de la transition écologique dans l'ensemble de ses activités ?

Marine Lamoureux

Merci beaucoup Christophe Vernier d'avoir fait le lien avec l'ESS et d'avoir introduit la table ronde. Nous allons voir ce que nos différents invités en pensent à l'aune de leur propre activité. La table ronde va accueillir : Bastien Sibille, président de Mobicoop, Guillaume Balas, délégué général de la Fédération Envie et Céline Portes, cofondatrice d'Arviva.

Je vous propose de laisser la parole à chacun pour un propos introductif, puis de laisser un temps pour que vous puissiez réagir les uns avec les autres.

J'accueille Bastien Sibille qui préside Mobicoop, service de covoiturage gratuit c'est-à-dire sans commission. Mobicoop est une coopérative puisque cette plateforme appartient à ses sociétaires. Le cœur de votre engagement est de construire un modèle économique entièrement coopératif, qui n'est donc plus prédateur de ressources ni centré sur la recherche de profits. Vous êtes à l'origine des Licoornes qui rassemblent neuf entreprises coopératives qui promeuvent un système économique alternatif.

Je vous laisserai nous expliquer ce que sont ces Licoornes et en quoi la sobriété est centrale dans l'activité de Mobicoop et dans votre volonté de rassembler pour faire force et transformer le système économique de l'intérieur.

Bastien Sibille

Je vous remercie de cette invitation et également pour ces propos introductifs.

Cette enquête très éclairante va assurément nourrir notre travail au sein des Licoornes. Ces Licoornes, alliance de neuf coopératives (Enercoop, labelemmaüs, Telecoop, Mobicoop, La NEF, etc.) engagées pour la transition écologique, agissent dans plusieurs secteurs différents dans le but de faciliter la transition écologique des territoires et de leurs habitants. Un « clic » sur leur site doit permettre de faire cette transition dans le domaine de l'énergie, de la banque, de la mobilité, de la consommation alimentaire... Ces coopératives ont le format de coopératives d'intérêt collectif, ce qui permet d'avoir très facilement toutes les parties prenantes au sein de l'Assemblée générale et de la gouvernance.

L'alliance représente 624 000 sociétaires qui ont investi dans ces coopératives car ils ont une vision bien précise de la transition écologique. Cette dynamique d'action en faveur de la transition écologique est toujours supérieure à la question de la croissance économique. Si demain, nous estimions avoir fait ce qui était nécessaire pour la transition écologique, nous dissoudrions immédiatement nos organisations. Nous n'avons pas de légitimité strictement économique, mais nous existons pour assurer une transition écologique et sociale.

Cette vision extrêmement claire transparait dans notre communication et dans nos organisations qui sont régies par une gouvernance démocratique. Comme Jean-Baptiste de Foucauld l'a mentionné précédemment, il y a un lien entre gouvernance démocratique, multi sociétariat, et bonne vision de la transition écologique. Les Licoornes fonctionnent bien et attirent les consommateurs et les jeunes parce que transparait le sentiment de sincérité entre ce que nous disons et ce que nous faisons.

Cela m'amène à développer ce que peuvent être les chances et les zones de vigilance de l'ESS dans la transition écologique et la question de la sobriété.

La première chance est en lien avec notre rapport au capital et à la croissance : il est plus facile pour nos organisations de ne pas chercher à croître à tout prix. Cela se traduit par nos actions commerciales et par ce que nous produisons et mettons en vente. La deuxième chance repose sur la dimension multi parties prenantes : puisque nous sommes des sites, coopératives d'intérêt collectif, nous intégrons dans notre gouvernance les collectivités territoriales. Les élus et techniciens qui voient sur le terrain combien les populations subissent la crise écologique sont donc bien placés pour orienter correctement les coopératives. Plus la gouvernance est ouverte, plus elle est proche du vivant.

Par ailleurs, il faut s'intéresser à la culture de l'ESS. Dans les années 70, les gens qui étaient dans le progrès social portaient une forme de plaisir augmenté, de vision heureuse de la façon de vivre et d'habiter le monde. En trente ans de néolibéralisme, la charge du bonheur s'est

inversée. En effet, c'est à nous désormais de dire que ce qu'amènent les marchés ne correspond pas à une vision heureuse de la vie et que la sobriété n'est pas une vision malheureuse de la vie. Vivre heureux, ce n'est pas consommer sans limite, c'est savoir pourquoi on vit et on habite sur Terre.

Pour ce qui concerne les risques, je pense que nos racines d'ESS sont fécondes pour aller vers la sobriété. L'enjeu est d'y être fidèle et que nos gouvernances soient démocratiques, or ce n'est pas si facile. Il faut être exigeant vis-à-vis de nous-mêmes et capable de porter dans l'espace public les couleurs de la démocratie d'entreprise.

De même, sur notre rapport au capital, soyons exigeants sur le fait de continuer à dissocier les appareils de production du capital. Soyons vigilants à ne pas trop investir ou à créer des activités sous forme de sociétés de capitaux. Nous sommes des structures d'économie sociale, il faut donc surveiller notre rapport au capital et à la croissance.

Je donnerai trois pistes d'action pour que l'ESS soit à la pointe de l'action en faveur d'une plus grande sobriété :

- Financer le plus possible l'innovation sociale. Je n'oppose pas innovation sociale et innovation technologique car on a besoin des deux, mais il y a eu tellement d'investissements dans cette dernière depuis trente ans qu'il y a une utilité marginale de l'innovation sociale qui est colossale par rapport à celle de l'innovation technologique. Par exemple, vous pouvez investir des centaines de millions d'euros pour réduire de 1% la consommation de carburant des moteurs - ce que font les constructeurs en y parvenant à peine -, alors que chez Mobicoop, lorsqu'une personne supplémentaire monte dans une voiture, on réduit de 50% la consommation. Mais pour faire monter cette personne dans la voiture, il faut de l'innovation sociale pour créer de la confiance, et donc investir dans des méthodes qui sont ensuite mesurables et capitalisables.
- Il faut mieux mesurer ce qu'on fait. On ne change que lorsqu'on voit le changement. Il faut pousser la comptabilité triple capital - la comptabilité CARE (Comptabilité Adaptée au Renouvellement de l'Environnement) -, enjeu majeur pour l'économie.
- Il faut continuer à clarifier notre rapport à la croissance en menant un débat collectif au sein de notre secteur pour savoir comment faire pour ne pas être orienté par le compte de résultats et par sa croissance.

Marine Lamoureux

Je vous remercie d'avoir donné beaucoup de pistes de réflexion pour la table ronde. Je vais donner la parole à Guillaume Balas, délégué général de la Fédération Envie, entreprise d'insertion par l'activité économique pour des publics éloignés de l'emploi et ce, à travers des activités de recyclage et de réemploi d'appareils et de matériaux. Vous avez plusieurs points

d'entrée, sociaux et écologiques, dans les enjeux de la sobriété et êtes bien placé pour comprendre tous les paradoxes notamment sur la question de l'emploi.

Guillaume Balas

Je vous remercie pour cette invitation et pour les propos précédents, notamment ceux de Bastien Sibille, très intéressants, sur lesquels je vais revenir pour les appuyer.

Tout d'abord, Envie est une fédération d'entreprises d'insertion par l'activité économique créée en 1984 qui comporte 52 entités juridiques, une trentaine d'activités nouvelles notamment dans le réemploi du matériel médical, et une centaine de points d'entrée sur le territoire pour le réemploi d'électroménager. On emploie 2200 personnes en insertion et 800 encadrants techniques.

Nous sommes dans un moment où la transition commence à s'organiser un peu grâce aux pouvoirs publics, davantage grâce aux pouvoirs locaux, grâce au pouvoir étatique – qui est en retard mais commence à s'y intéresser -, mais surtout grâce à la vie économique elle-même qui est en train de s'en charger. Je rejoins le point de Bastien Sibille selon lequel ce que porte l'ESS en tant que modèle de transition écologique n'est pas neutre. Il y a notamment un lien extrêmement important entre transition écologique par l'activité économique, insertion sociale, innovation sociale et démocratie, c'est-à-dire le fait de faire le choix de la démocratie contre le choix de l'argent dans la gouvernance de nos entreprises. Ce modèle qui passe de l'économie linéaire à l'économie circulaire par ce biais, définit une forme d'économie circulaire. Or, celle-ci n'est pas forcément reconnue comme telle par beaucoup d'acteurs car pour certains, il suffit de prendre l'économie linéaire telle qu'elle fonctionnait auparavant, avec le même rapport au social et au capital, en circularisant juste les circuits de production et de distribution.

Aujourd'hui, l'ESS a un autre message très important : il n'y aura pas de transition écologique réussie s'il n'y a pas un changement de modèle par rapport au social, notamment dans l'insertion, l'innovation sociale... Il n'y aura pas de transition écologique fondée uniquement sur l'innovation technologique ; il faut de la création de valeur sociale et de valeur dans les métiers, il faut donner aux personnes la capacité de faire autrement et d'accompagner ces transitions.

De la même manière, ce serait un terrible échec si on ne changeait pas le mode d'organisation et de gouvernance des entreprises, afin de laisser plus de place aux salariés et à la démocratie plus généralement, par exemple par rapport aux partenaires externes. Le défi est tel que si les défis démocratique et social ne sont pas assumés, il y aura une opposition à la transition écologique de la part des populations. C'est une question d'efficacité. Penser qu'il suffit d'investir dans la technologie pour faire de la transition écologique et de la sobriété, et passer de l'économie linéaire à l'économie circulaire, c'est se retrouver à terme dans la même situation que lors de la taxe carbone avec les manifestations des gilets jaunes.

L'ESS porte le message que la transition écologique ne peut pas être faite n'importe comment et que nous avons un modèle à proposer. Pour autant, il faut préciser deux points majeurs.

Souvent l'ESS, quand elle s'intéresse à la transition écologique – elle est historiquement aux avant-postes –, est dans une position intermédiaire. Par exemple, au sein d'Envie, dans les flux de production, nous sommes à l'interface entre les flux de production linéaire que nous transformons en économie circulaire. Ainsi, le travail de la fédération est soit de recevoir des déchets d'équipements électriques et électroniques, de les acheminer ou de les traiter pour du recyclage, de valoriser les matériaux et de les intégrer dans une chaîne de valeur, soit de faire de la rénovation d'appareils électroniques et électriques pour les remettre dans le circuit commercial pour les foyers défavorisés. Nous assurons donc bien une mission sociale puisqu'on fait de l'insertion et par la destination même des produits, et nous sommes bien dans l'ESS grâce à la manière de procéder.

On peut toutefois être sujet à plusieurs contrariétés.

La première contrariété : comment se positionner si de grandes entreprises au mode de gouvernance classique décident de faire elles-mêmes massivement du réemploi sans pour autant créer de la valeur sociale et démocratique ?

Les pouvoirs publics peuvent adhérer à ce principe car il y a, en surface, une capacité d'investissements forte de la part de ces entreprises et l'efficacité technique de cette économie circulaire est supérieure à celle de l'ESS. Ce serait une erreur car l'ESS porte une assurance en termes social et démocratique que les citoyens attendent pour accepter la transition. Toutefois, les pouvoirs publics avides de résultats financiers, d'impacts, et de vitesse peuvent être sensibles à ces arguments de grands donneurs d'ordres qui voudraient bien écraser l'ESS.

La deuxième contrariété porte sur toutes les recherches innovation dans les domaines de l'économie et de la fonctionnalité. Très souvent, l'ESS est dans une position d'intermédiaire, mais que se passe-t-il si les fabricants d'appareils neufs décident - et comment leur en vouloir puisque cela va bien dans le sens de la transition écologique - d'assurer une plus grande durabilité en cessant entre autres l'obsolescence programmée, et en proposant des services de type assurantiel, de réparation, de garantie de continuité de l'objet à travers le temps ? Cela diminuerait de facto la nécessité de réemployer et de rénover les produits. Aujourd'hui, les grandes entreprises s'intéressent plus au réemploi qu'à l'augmentation de la durée de vie des produits, mais on constate qu'elles proposent des services, de l'accompagnement, des contrats de longue durée pour la réparation et, ainsi, elles allongent la durée de vie de leurs produits.

L'ESS doit être très ferme sur la question de la nature de transition écologique que nous voulons et sur la façon d'en assurer l'efficacité, comme l'a souligné Bastien Sibille. Il faut donc que l'ESS soit vigilante sur la question de la gouvernance démocratique, sur la question sociale et sur son propre rapport au capital. Il faut éviter le piège de la course à la croissance de l'ESS, pour la croissance en elle-même.

Mais il faut aussi répondre à des défis de longue durée où la transformation de l'économie linéaire en économie circulaire à travers l'augmentation de la durée d'usage des produits peut mettre l'ESS, qui est en position intermédiaire, en difficulté.

Enfin, en troisième défi, il faut penser à nos propres externalités, par exemple, quand on transporte des déchets par camions qui dégagent du carbone, et cela vaut pour tous les intrants.

Marine Lamoureux

Merci beaucoup, Guillaume Balas, d'avoir été très concret sur les enjeux.

J'accueille Céline Portes, déléguée générale de l'Ensemble Baroque Correspondance et cofondatrice, en 2020, d'Arviva Arts vivants, Arts durables. Cette association a pour objectif de promouvoir la transition écologique dans tous les métiers du spectacle vivant.

Céline Portes, vous estimez que le secteur culturel et celui de la création artistique doivent endosser ces enjeux avec plus de force. Nous vous écoutons avec intérêt, ce secteur favorisant notre imaginaire.

Céline Portes

Arviva c'est un peu plus de 260 membres qui représentent toutes les disciplines de l'esthétique et du spectacle vivant au niveau national. La notion de sobriété est très chère à Arviva mais elle est loin d'être naturelle au sein du secteur du spectacle vivant et de la culture en général. Il y a énormément de freins ; Arviva essaie donc de déverrouiller tous ces blocages.

J'ai envie, dans une vision réaliste, d'examiner trois frictions présentes dans le secteur du spectacle vivant. La sobriété est souvent mal comprise et mal acceptée ; elle n'est pas mise en application alors que c'est un maître mot. Un sondage comme celui qui a été réalisé aurait donné des résultats étonnants au sein de ce secteur.

La première contradiction concerne l'acceptation de la sobriété dans le spectacle vivant versus l'acte créateur tout puissant. Jean-Baptiste Foucauld évoquait ce désir de puissance et de compétitivité, il est à l'œuvre dans notre secteur. Dans le domaine de la création, l'opposition est assez vive par rapport à la notion de sobriété car celle-ci est vécue comme une contrainte, un renoncement alors que l'acte créateur est original, tout puissant, et synonyme de foisonnement. La notion de sobriété est donc mal acceptée sur les plateaux et dans les institutions du spectacle vivant. Aussitôt, en réaction à la sobriété, il est suggéré de créer des plateaux nus et est aussi rappelé la nécessité de créer ex nihilo. Le foisonnement au niveau du plateau est synonyme de création à haute valeur symbolique. Ce blocage face à la sobriété est récurrent dans le secteur et il est difficile de le déconstruire ; pourtant la valeur ne se situe pas uniquement dans la valeur symbolique mais aussi dans tout le processus de fabrication où peuvent être introduites les thématiques de la coopération et de la mutualisation.

Le constat de cet état d'esprit est partagé, même s'il y eu une prise de conscience assez rapide ces dernières années. Toutefois, le secteur du spectacle vivant s'est placé dans un régime dérogatoire et s'est exonéré de penser la sobriété et la transition écologique de ses pratiques. Aurélien Barrau écrit que le seul secteur économique qu'on pourrait exempter de faire des efforts en la matière serait celui de la culture. Ce n'est naturellement pas mon credo. Au contraire, j'œuvre à ce retournement : parce que l'art est créateur d'une haute valeur symbolique, il doit s'emparer de sa puissance d'agir et générer de nouveaux récits et imaginaires, comme le capitalisme a su créer des récits liés au consumérisme. Je pense donc que le secteur du spectacle vivant a un rôle important et d'avant-garde pour faire la promotion de la sobriété.

Ce combat n'est pas gagné notamment par rapport à la gouvernance, thème qui a déjà été abordé par les deux intervenants précédents qui sont natifs de l'ESS. Pour ma part, je représente plutôt un secteur subventionné par l'Etat et les collectivités, majoritairement hors de l'ESS, et régi par des gouvernances verticales. L'arrivée du patron de Facebook France à la gouvernance du théâtre du Chatelet n'est pas le signe d'une orientation vers une gouvernance démocratique.

La deuxième friction forte qu'on perçoit tous les jours à Arviva dans notre travail de plaidoyer est liée aux politiques publiques culturelles qui sont complètement indexées sur des critères productivistes vieux de 50 ans. Un exemple parlant : le décret qui régit les centres dramatiques nationaux (CDN) de chaque ville de France date de 1972 et prescrit que le metteur en scène, directeur de CDN, doit produire au moins six nouvelles créations par an, et doit tourner à l'étranger. Ces règles n'ont pas été revues à l'aune des nouveaux enjeux actuels à affronter ; la matrice d'indexation doit absolument être revue. Cela vaut pour une dizaine de labels de l'Etat et des centaines de lieux qui fonctionnent selon cette matrice productiviste où la notion de reprise, de réinjection de valeurs déjà créées, d'économie circulaire n'est pas du tout pensée. Le secteur culturel, qui bénéficie de beaucoup d'exceptions économiques en matière de financement, s'est homologué à l'hyper compétitivité dans un secteur économique concurrentiel indexé sur la nouveauté permanente. En effet, aujourd'hui, un metteur en scène, un chorégraphe doit a minima créer tous les deux ans pour obtenir une aide de l'Etat.

L'allongement des cycles de vie a donc lieu d'être repensé. Au-delà de la question de la nouveauté, c'est toute la question de l'emploi et de la valeur sociale qu'on va accorder à la présence d'une création sur un territoire, et comment on va partager la valeur symbolique au-delà d'une simple représentation car il y a beaucoup d'autres critères sociaux à prendre en compte.

La troisième zone de friction est celle du public. Aujourd'hui, les grands rassemblements de spectacle vivant n'ont jamais été aussi nombreux, notamment dans le spectacle vivant, ce qui pose la question de la mobilité. Cette question a été abordée par le Shift Project dans ses rapports « Décarbonons la culture ! » ; il démontre qu'un festival de 300 000 personnes qui serait organisé en dix festivals de 30 000 personnes, réduirait son impact carbone d'un facteur de 20 à 30. Or, actuellement, la logique n'est pas à la réduction des jauges avec des salles Arena qui se développent partout, par exemple à Lyon (création d'une nouvelle salle de plusieurs dizaines de milliers de personnes).

Ce critère de jauge dans le monde du spectacle vivant pose la question de l'indicateur du succès. Que penser de Wellfest qui peut regrouper 420 000 festivaliers en ayant triplé sa jauge, mais doit arroser ses festivaliers face aux vagues de chaleur, alors que dans le même temps l'agriculture avoisinante n'est pas autorisée à utiliser l'eau et que 39 hectares sont consacrés au parking !

On voit bien que les tensions dans ce domaine sont palpables et concrètes. Cette problématique du public doit donc être confrontée à la notion de sobriété : la reconnaissance s'exprime-t-elle uniquement par la taille du spectacle ? Doit-on se recentrer sur certaines missions de service public ? Comment engager cette désescalade et re-territorialiser le public dans des événements plus petits ? Comment déconstruire ce modèle inflationniste ?

Ces questions font débat au sein du spectacle vivant car elles abordent le point sensible du lien social et des places de sociabilité dans notre société, mais elles méritent d'être confrontées au concept de sobriété.

Marine Lamoureux

Merci beaucoup Céline Portes pour votre franchise sans concession sur les défis qui attendent le secteur de la culture.

Je vous propose de lancer l'échange et de vous poser une question de contexte :

Compte tenu que nous traversons une crise énergétique très importante, pensez-vous que cette période est une opportunité pour convaincre que le modèle de l'ESS est porteur en termes de sobriété ou bien est-ce plutôt une entrave ?

Céline Portes

Oui, cette crise a ouvert une brèche dans le domaine de la culture notamment via le secteur des ressourceries. Par exemple, la création des décors est très liée à la consommation d'énergie et de matériaux, et donc aux limites planétaires en termes de ressources. Du fait de la crise, le secteur de la culture a rapidement progressé sur la question des ressourceries. Au cours des deux dernières années, ce type de réseau a connu un véritable succès auprès des institutions du spectacle vivant. Il y a eu une évolution des pratiques des réseaux de scène subventionnés qui étaient, à l'origine, plutôt éloignés du modèle de l'ESS. Ainsi, à titre expérimental, il y a eu fusion entre ressourceries et des scènes nationales subventionnées par l'Etat, ce qui a conduit à une révision par ces dernières de leurs pratiques professionnelles. Cette évolution très intéressante s'est produite à la faveur de la crise énergétique et de la raréfaction des matériaux dans le cadre de la construction pour les spectacles vivants.

Marine Lamoureux

Il s'agirait donc d'une opportunité. Bastien Sibille ou Guillaume Balas comment vivez-vous votre expérience à l'aune de la crise énergétique ?

Guillaume Balas

La problématique est différente lorsque l'activité est industrielle. Cela pose une question globale car la transition écologique peut se traduire par aller ravager les terres rares et par un surcroît de consommation d'énergie dans les pays qui circularisent leur économie : si on décide de recréer de l'industrie, il faut de l'énergie pour la faire fonctionner. La question est donc ambiguë et paradoxale.

Dans notre secteur, on observe une augmentation des coûts de l'énergie qui vont donc augmenter nos coûts de production de manière significative. Dans la mesure où nos résultats ne sont pas quatre fois nos investissements, la problématique est complexe. Nous allons certes mieux utiliser l'énergie, mais cela pose une question plus globale : comment raisonne-t-on par rapport à la question énergétique : sur le plan national ou international ? Encore une fois, si on circularise l'économie, il faut plus d'énergie à un endroit, et donc moins ailleurs. Cette question n'est pas simple et est proprement politique.

Bastien Sibille

Les propos de Guillaume Balas sont très justes sur la dimension politique. Prenons l'exemple du réseau Enercoop, coopérative qui comprend 65 000 sociétaires, qui promeut l'énergie durable auprès de 100 000 foyers en France, et qui a pour objet de sortir du nucléaire. La crise de l'énergie a conduit à une augmentation extrêmement forte de nos coûts d'approvisionnement en énergie non nucléaire. Cette hausse n'a pas été subie par nos concurrents qui étaient arrimés à l'ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique), dispositif d'Etat qui permet aux acteurs de bénéficier d'électricité nucléaire à tarif régulé par l'Etat, créant ainsi une distorsion du marché, et qui ont pu continuer de pratiquer les prix d'avant la hausse. De ce fait, Enercoop qui produit de l'énergie non nucléaire, de l'énergie durable, s'est retrouvé à avoir des prix quatre fois supérieurs à ceux de nos concurrents qui, eux, fournissent de l'énergie nucléaire. Cette distorsion est permise par l'impôt de tous les contribuables, y compris des sociétaires d'Enercoop !

Ainsi, cette crise énergétique est globale et interroge fondamentalement nos choix politiques.

Je prends un deuxième axe de réflexion avec Mobicoop. Lorsque le litre d'essence est passé au-dessus de deux euros, il y a eu 200% de hausse de connexions aux serveurs, ce qui est considérable en termes d'augmentation de trafic. Toutefois, il faut prendre en compte tous ceux qui ne peuvent pas se connecter. On voit bien dans le domaine de la mobilité, sur la question de l'énergie, qu'on ne peut pas découpler la question de la transition écologique et donc de la sobriété, de la question de la solidarité. Que faisons-nous de tous ceux qui vivent sur les territoires ruraux peu denses et qui ne peuvent pas faire du covoiturage ? Que faisons-

nous de tous ceux qui pour des questions de santé, d'âge ne peuvent pas faire du covoiturage ?

Le dernier élément de réflexion sur l'aspect négatif de la crise de l'énergie est qu'il a permis à la sphère politique d'amener la question de la sobriété sous l'angle de la contrainte : « C'est cher, serrez-vous la ceinture ». A Mobicoop, le slogan est : « moins de bagnoles, plus de rossignols ». L'objectif est de mieux vivre. L'entrée discursive dans le thème de la sobriété par cette crise de l'énergie n'est pas la bonne.

Marine Lamoureux

Vos exposés sont très intéressants car on voit bien la grande difficulté à faire valoir le modèle de l'ESS et à montrer ce que la sobriété peut apporter à nos sociétés pour le mieux vivre. En effet, comme l'a évoqué Céline Portes, on se heurte à une matrice très solide, qui est celle de la croissance et des règles comptables qui restent inchangées.

De ce fait, par quels leviers peut-on essayer de modifier cette matrice, à grande échelle, pour qu'on entende ce que l'ESS peut dire sur la sobriété, même si on prend le contrepied d'un modèle persistant depuis l'après-guerre.

Bastien Sibille

La matrice n'est pas seulement solide, elle est aussi très fortement absorbante. Etant intervenu dernièrement à l'Unesco sur les questions de transition écologique aux côtés d'entreprises du marché traditionnel, j'ai été stupéfait de constater à quel point, en quelques années, elles ont su absorber notre discours. Or, de cette absorption, naît le risque d'une forme d'inaudibilité, on ne va plus réussir à se faire entendre. Dans les dangers qui nous guettent en tant que structure d'économie sociale par rapport à la transition écologique, il faut pointer celui de la rapidité de la mutation du capitalisme sur cette question.

Par ailleurs, certaines réponses ne viendront pas de notre secteur mais seront d'ordre politique car on ne peut pas attendre de l'ESS qu'elle fasse seule l'ensemble de la transition de la société. On peut être à la pointe, essayer des dispositifs, mais la régulation et le changement d'échelle notamment relèveront du politique.

Marine Lamoureux

Quels sont les leviers qu'il faudrait activer et que faudrait-il en termes de réglementation pour favoriser le changement d'échelle ?

Guillaume Balas

Tout d'abord, on observe au niveau des discussions macroéconomiques avec par exemple le plan IRA (Inflation Reduction Act) de Joe Biden, qu'on est bien à la fin d'un modèle : le pays qui avait promu le libre-échange comme modèle de développement est en train de dire que celui-ci est terminé. Cela gêne naturellement les européens qui avaient intégré ce modèle, notamment par rapport aux chaînes de production mondiales. Cela implique, en termes de réglementation, de s'assurer qu'on parle bien de la même chose, à savoir que lorsqu'on cite d'économie circulaire, on n'achète pas des lots de portables à un bout de la planète, qu'on fait ensuite re-manufacturer à l'autre bout de la planète pour finalement les revendre en France. Il y a donc un champ de la réglementation et de la régulation, pour rendre le marché sain, qui est extrêmement important en termes de normes, de lutte contre le *greenwashing*, les effets de mode, ... Il faut être sûr que lorsqu'on évoque l'économie circulaire et la sobriété, il n'y ait pas d'aigrefins qui passent au travers. Or, c'est actuellement le cas : quand on achète des appareils reconditionnés, ces derniers ont des parcours en termes de bilan carbone qui sont hallucinants. Il est préférable, dans ce cas, d'acheter des appareils neufs qui sont au final moins impactants sur la planète.

Le seul levier dont on dispose est l'opinion publique. Aujourd'hui, je pense que si les gens ont le choix entre acheter du service ou participer à des actions dont la richesse va aller à des actions d'insertion, de transformation environnementale, ou même d'organisation démocratique, par rapport à de l'argent qui va nourrir un actionariat particulièrement indécent, le choix sera vite fait. Certes, il faut lutter contre des événements de type *black friday*, contre l'inflation, contre la peur, contre les mentalités construites sur la consommation. Mais, aujourd'hui, soutenir l'ESS, c'est soutenir des modèles plus efficaces en termes de transition écologique et de devenir social que des modèles qui permettent à certains de se faire construire des piscines à l'autre bout de la planète. Il faut donner de la visibilité à notre modèle et arrêter d'être timide sur le sujet.

Céline Portes

La réglementation est essentielle. Dans l'exemple évoqué précédemment de la construction de décors de théâtre, il faut noter qu'on est empêché au niveau de nombreuses réglementations en matière d'ignifuge, de réutilisation d'éléments originaux dans une scénographie, ... La réglementation empêche énormément de respecter des modalités de l'économie circulaire dans le secteur culturel. En outre, l'Etat poursuit son soutien à la production et à la création au lieu de favoriser la réutilisation et la reprise. Aujourd'hui, on perçoit plus de subventions en créant un nouveau décor ex nihilo qu'en allant s'adresser à de nouvelles compétences et à de nouveaux emplois créés en faveur d'ateliers de transformation, de recomposition et de réassemblage.

Il y a donc beaucoup de freins, y compris au niveau du code de la propriété intellectuelle. En effet, il faut traiter la question de la réutilisation d'éléments originaux par les scénographes tout en garantissant le droit patrimonial par rapport à l'allongement de la durée de vie de ces éléments. Ce sujet est central et doit être traité.

Ainsi, les problématiques d'économie circulaire autour des décors de scène sont emblématiques de celles qui se posent pour toutes les autres mécaniques du spectacle vivant.

Marine Lamoureux

Je comprends qu'on sait beaucoup de choses mais qu'on ne les rend pas assez visibles notamment auprès de l'opinion publique qui est un levier important selon Guillaume Balas. Comment améliorer cette visibilité, toucher au cœur les gens et les convaincre que l'ESS est un bien meilleur modèle.

Bastien Sibille

C'est une question difficile car on a du mal à mobiliser le public. Par exemple, quand se tiennent à quelques jours d'intervalle, un festival des coopératives de la transition et une journée spécifique de l'Unesco sur la transition, le premier événement réunit 200 personnes alors que l'autre rassemble 10 000 personnes. On ne peut pas, bien sûr, se comparer à l'Unesco mais le fait est qu'on a du mal à mobiliser et à faire participer des têtes d'affiche. Il est aussi difficile de financer de la communication de masse. Blablacar a levé 500 millions d'euros sur dix ans, la moitié de ce montant a probablement servi les campagnes de communication sur les chaînes télévisées pour faire naître le marché du covoiturage. En tant que coopérative, si Mobicoop alloue quelques dizaines de milliers d'euros à la communication, tout le budget est consommé.

Il y a donc un problème de capacité d'actions pour toucher le grand public. Je suis désolé de ne pas apporter de réponse, mais nous sommes bien là sur le nœud de la question pour ce qui concerne les coopératives.

Marine Lamoureux

C'est essentiel de mettre le doigt sur les nœuds, les blocages, pour pouvoir avancer.

Pour clore la table ronde, pourriez-vous nous donner un chantier prioritaire pour que la sobriété dans l'ESS puisse se développer ?

Bastien Sibille

Je pense que la question principale aujourd'hui est de savoir comment on parvient à parler à un public au-delà des seuls acteurs de l'ESS et d'attirer ce dernier au sein de nos débats. Les consommateurs et l'opinion publique sont prêts à se rallier à nos modes de production. Ce serait donc un comble qu'on n'arrive pas à les rallier parce que d'autres ont une capacité de financement et d'actions plus forte, et viennent prendre les fruits tombés sous l'arbre.

Guillaume Balas

Il y a deux sujets qui vont dans le même sens.

Le premier, lié au fait que l'union fait la force, serait de renforcer toutes les structures concernées telles que ESS France, et s'unir pour mutualiser les moyens en termes de plaidoyer et de communication. Les propos de Bastien Sibille sont parfaitement exacts : quand une start-up dans le réemploi peut dépenser 8 millions d'euros pour de la communication, pour Envie, le budget est de 150 000 euros annuels. Il y a donc une disproportion absolue. Un axe important est donc de fédérer les moyens. Cela va bien sûr avoir pour conséquence de centraliser les messages qui seront moins spécifiques, mais je ne vois pas comment faire autrement.

Le deuxième sujet est lié au fait que les pouvoirs publics sont prêts à apporter des financements sur les questions de transition écologique et de sobriété. Il faut donc mener des discussions serrées pour savoir sur quoi ces financements porteront. Je crains qu'ils ne soient affectés à tous ceux qui veulent faire de la transition écologique, indépendamment de leur statut, de leurs moyens de lever des fonds par ailleurs, et avec une volonté de réguler par la suite s'il y a des dégâts. C'est un discours que j'ai entendu de la part de pouvoirs publics au niveau national, or une telle démarche est très dangereuse. Il vaudrait mieux réfléchir avant, sans nier le rôle des acteurs du secteur lucratif, mais en planifiant et en segmentant ces financements pour que l'ESS puisse continuer sa mission mais aussi l'accroître.

Marine Lamoureux

Merci pour cet appel direct au gouvernement !

Céline Portes

Le secteur du spectacle vivant est encore loin de l'ESS et doit déjà s'attaquer à la question de la gouvernance. Nous sommes un secteur qui n'existe que par le public et je crois fondamentalement à son rôle. Je rejoins le propos de Guillaume Ballas sur le fait que le consommateur fait de plus en plus des choix forts et il en est de même pour le public : dans de nombreux événements, la valeur ne porte pas que sur l'acte créateur mais sur tout le processus de fabrication et de coopération. Je crois fondamentalement à la participation de toutes les parties prenantes dans la gouvernance des structures du spectacle vivant, ce qui aurait un impact immédiat sur les processus de production et de diffusion.

Marine Lamoureux

Je vous remercie tous les trois d'avoir été très concrets et d'avoir lancé de sérieuses pistes de réflexion.

J'accueille maintenant, en qualité de grand témoin, Yamina Saheb, docteur en énergétique, spécialiste des politiques de réduction des émissions de gaz à effets de serre, coauteure du dernier rapport du GIEC. Yamina Saheb a été à l'origine de la définition de la sobriété donnée par le GIEC qu'a rappelée en introduction Jean-Baptiste de Foucauld.

Pouvez-vous nous dire ce que vous avez retenu de la table ronde et quels sont les grands enseignements que nous pouvons en retirer ?

Yamina Saheb

J'ai été agréablement surprise en écoutant l'ensemble de vos discussions. Je travaille sur la sobriété et usuellement quand on parle sobriété, on ne pense pas à l'ESS. C'est ce qui représente un défi pour vous. Les personnes qui évoquent la sobriété dans le business ne s'appuient pas sur les expériences de l'ESS pour essayer de comprendre s'il y a une part de sobriété dedans. Pourtant, dans tous les exemples cités, il y a beaucoup de mesures de sobriété qui sont reprises dans le cadre de l'ESS, or généralement le lien n'est pas fait.

A la question : comment faire pour que l'ESS devienne dominante ? C'est peut-être la crise énergétique à laquelle nous faisons face, et le devoir de faire la transition d'une économie basée sur la croissance continue et la consommation continue des ressources naturelles vers une économie sobre, qui sont une opportunité. Un intervenant disait que lorsque vous organisez des événements, vous restez entre vous, c'est peut-être que vous n'avez pas saisi publiquement le train de la transition, et pourtant ce que vous faites est très utile pour la transition et la sobriété. Très peu d'entreprises font cela.

Il faut souligner que la France est le seul pays où un débat, tel que celui-ci, peut se tenir ; cela n'existe nulle part ailleurs sauf en Thaïlande car c'est le premier pays qui a introduit le concept de sobriété dans ses politiques. La France a donc une carte à jouer et vous avez une carte à jouer grâce au besoin absolument nécessaire de faire la transition, pour que toutes les initiatives évoquées soient connues et pour passer à une échelle plus élevée. L'ESS est vue actuellement comme une niche d'une économie parallèle, à petite échelle, qui ne se projette pas dans la dominante de l'économie. Il faut assumer le fait que l'ESS peut dominer l'économie actuelle.

Je serai ravie de reprendre tous vos exemples dans le cadre des travaux de sobriété pour les faire connaître à la communauté scientifique. Vos budgets de communication n'ont rien à voir avec ceux de Total, Engie, etc., mais l'ESS implique de communiquer différemment, de ce fait vous n'avez pas besoin de tels budgets pour de la communication mais plutôt pour vous fédérer et vous poser en acteurs incontournables du virement économique que l'on doit vivre. Je pense que le gouvernement n'a aucune idée de ce qu'il faut faire sauf si, vous, en tant qu'acteurs regroupés en coopératives, agissiez en amont et proposiez l'ESS comme alternative. L'ESS est à ce jour un peu comme le *Darknet* en informatique, mais il faut sortir de ce statut. Vous avez une opportunité unique en étant les leaders sur la question de la sobriété et de la transition. Je pense que cela est assez facile à démontrer sur le plan économique et théorique d'autant plus que le modèle dominant a échoué et ne pourra pas

assurer la transition. Il faut donc rechercher des financements pour démontrer que vous êtes la solution incontournable pour la transition.

Marine Lamoureux

Je vous remercie. Vos propos sont une belle invitation à s'organiser pour motiver les gouvernements.

Pour la conclusion, nous allons entendre Pierre Guilhaume, coordonnateur du Pacte civique et Jérôme Saddier, président d'ESS France.

Pierre Guilhaume

Je vous propose de vous dire ce que je retiens de cette soirée en quatre points.

En premier lieu, je retiens deux bonnes nouvelles.

Tout d'abord, l'ESS est nettement en avance par rapport à l'ensemble des entreprises dans l'appropriation et la mise en application du concept de sobriété. Cela ressort très clairement du sondage 2022 sur la sobriété en entreprise.

Ensuite, les salariés intègrent dans la sobriété la question des relations dans le travail. Ils ont donc, par eux-mêmes, élargi la vision de la sobriété allant au-delà des questions énergétiques et de la consommation.

Pour autant, je fais le constat qu'il reste beaucoup à faire, y compris auprès des salariés de l'ESS. En effet, si 36 % abordent systématiquement des comportements sobres dans l'entreprise, que font les autres ?

En second lieu, il convient de s'interroger sur le moyen de sensibiliser l'ensemble des salariés, y compris ceux de l'ESS.

- La peur climatique peut jouer son rôle, notamment auprès des plus jeunes, mais il n'est pas certain qu'elle soit bonne conseillère.
- On peut également compter sur une certaine injonction morale puisque la citoyenneté consiste aussi à ne pas trop dépenser de l'énergie, à penser à la question climatique, etc. Toutefois, il n'est pas sûr que cette injonction morale soit très efficace face aux mentalités qui forment actuellement le corps social.
- Il faut plutôt positiver la sobriété. La sobriété doit être aussi joyeuse et libératrice que possible. Vous l'avez souligné à maintes reprises, il y a bien à travers la notion de sobriété, la promesse d'une meilleure qualité de vie, d'une vie plus authentique, moins addictive, et plus en harmonie avec la nature.

Comment rendre la sobriété aussi joyeuse que possible ? Au Pacte civique, nous avons eu l'idée qui sera mise en œuvre en 2023 de créer un jeu. Le projet est de réaliser un logiciel ludique de sensibilisation à la sobriété qui s'adressera aux salariés des entreprises.

En troisième point, je dirai que la sobriété n'est pas une option. Elle concerne l'ensemble de la société

La définition du GIEC situe bien la sobriété comme un impératif pour que notre planète reste habitable par l'humanité ; en même temps, cette définition met l'accent sur le critère de justice sociale et situe bien où l'action doit s'exercer : au niveau des politiques publiques mais aussi des comportements individuels.

Comme cela a été largement développé, la sobriété ne se réduit pas à une modération dans la dépense énergétique et la consommation ; elle concerne aussi la relation au pouvoir, à la technique, à la nature, à la démocratie et à la participation aux décisions.

C'est donc bien l'affaire de tous, de l'ensemble de la société, personne n'en est exclu. C'est en fait un nouvel art de vivre, une certaine inversion des valeurs qui n'est bien sûr pas facile à mettre en œuvre.

Il n'est donc pas juste de considérer que seuls les plus riches sont concernés par la sobriété, même s'il est certain que ce sont eux qui ont le plus d'efforts à faire. Si la sobriété ne concerne pas que la consommation, elle doit aussi intéresser les classes moyennes inférieures, les jeunes, les pauvres, les victimes de l'exclusion économique et sociale, en tant que citoyennes et citoyens appelés à ce nouvel art de vivre et à dire des choses sur leur ressenti de la sobriété. Sur ce dernier point, nous avons vu que dans le premier sondage de 2021, les personnes les plus vulnérables avaient des choses à dire sur la sobriété.

Un triple mouvement est nécessaire. Le premier mouvement consiste à apprendre à parler de la sobriété aux pauvres et aux exclus, en ne la cantonnant pas à un tour de vis supplémentaire de leur consommation qui ne répond déjà pas à tous leurs besoins. Le deuxième mouvement vise à apprendre à écouter ce qu'ils ont à en dire, et le troisième à traduire leur propos en termes de mesures politiques et sociales à introduire dans le débat public et à porter auprès des responsables politiques. On a là une forme de communication sur la sobriété qui ne passe pas par les radios mais qui est tout aussi importante, me semble-t-il.

Enfin, en quatrième point, je dirai que l'ESS a un rôle privilégié à jouer pour que la sobriété devienne l'affaire de tous.

L'ESS est en contact avec les populations défavorisées (59,5 % des salariés de l'action sociale appartiennent à l'ESS), avec les jeunes et jeunes adultes (58,1 % des salariés sports et loisirs appartiennent à l'ESS), avec les enfants et adolescents (19,4 % des salariés de l'enseignement relèvent également de l'ESS).

Comme déjà indiqué, son modèle économique n'est pas contraint par l'exigence de rentabilité pour les actionnaires ; elle a donc plus de moyens à consacrer à son rôle social.

Ses salariés, plus conscients et motivés que les autres, sont très bien placés pour diffuser et porter le concept de sobriété auprès de ces populations (personnes défavorisées ou exclues, jeunes, jeunes adultes, adolescents), qui font aussi partie de l'opinion publique évoquée par Guillaume Balas. C'est d'autant plus important que les populations concernées sont souvent les plus éloignées de la communication médiatique, du débat public et de la vie politique.

L'ESS ne doit pas se contenter de son avance en matière de sobriété dans l'entreprise. Elle doit s'ouvrir à l'ensemble de la société, avec toute la pédagogie nécessaire, avec méthode (le triple mouvement dont je viens de parler) : savoir parler de la sobriété, recueillir les avis, les mettre sur la place publique, en tirer des enseignements en termes de politiques publiques.

Le Pacte civique prépare d'ailleurs un projet destiné à confronter la sobriété à la pauvreté et l'exclusion. Ce projet prendra corps en 2023 et s'étendra sur plusieurs années.

Mais l'ESS peut faire beaucoup dans ce domaine. Notre vœu est qu'elle s'implique dans la diffusion d'une sobriété qui soit l'affaire de tous, qu'elle donne de la voix pour faire prendre en compte l'enjeu de justice sociale et de participation de l'ensemble de la société dans l'élaboration des différents plans de sobriété.

Marine Lamoureux

Je vous remercie et donne la parole à Jérôme Saddier, président d'ESS France qui rassemble les fédérations, réseaux d'acteurs, mouvements nationaux de l'ESS en France. Ces quinze dernières années, vous avez exercé de nombreuses responsabilités dans le mouvement mutualiste et l'ESS ; depuis janvier 2021, vous êtes également le président du Crédit coopératif. Je vous remercie de votre présence et de votre regard sur ces enjeux cruciaux ; nous vous écoutons avec beaucoup d'attention pour clore cette rencontre.

Jérôme Saddier

Je vous remercie de cette introduction et je vais faire sobre car une grande qualité de la sobriété est qu'elle s'applique aussi à la parole.

Dans le contexte, parler de sobriété n'a plus tout à fait le même sens que lorsqu'on pouvait l'utiliser à d'autres desseins. Ce qui m'inquiète c'est lorsque c'est le gouvernement qui parle de sobriété mais qu'il n'y a pas de politiques publiques derrière. Le pire serait que la sobriété devienne une idée à la mode et qu'il y ait une injonction du gouvernement à « mettre le paquet » sur la sobriété, ce qui serait assez contradictoire.

Il y a aujourd'hui un problème d'harmonie entre l'homme et son environnement, et la civilisation humaine même est en jeu. Si l'on doit faire en sorte que la sobriété soit une démarche qui permette d'éviter le pire, encore faut-il en maîtriser les attendus. Dans le débat politique, utiliser le terme de sobriété est dangereux car c'est prendre le risque de l'associer à la notion de privation, et nous ne parviendrons pas à nos fins, si nous n'arrivons pas à parler de sobriété heureuse. Le registre de la morale est le plus inapproprié qui soit pour faire en sorte que le recours à la sobriété soit le plus efficace.

Si la sobriété doit être une ligne d'action, il faut d'abord l'articuler avec des arguments rationnels pour convaincre, ce qui n'est pas possible si l'on en reste au registre de la morale. Si l'on veut que la démarche soit durable, il faut argumenter en lien avec les argumentaires scientifiques, avec les impasses du progrès technique, et avec les effets de la société technologique au-delà de la société de consommation. Il faut une approche rationnelle pour construire des politiques publiques durables.

Il faut aussi répondre à une aspiration au bonheur en termes politiques, comme l'ont souligné Bastien Sibille et Guillaume Balas. La politique, si elle n'a pas pour but de faire le bonheur des gens, doit cependant créer les conditions pour tendre vers ce bonheur.

Guillaume Balas a souligné qu'il y avait beaucoup de paradoxes sur ce sujet parce que si une partie de la sobriété consiste, par exemple, à relocaliser des productions, cela signifie qu'on se pose de nouvelles questions qu'on ne se posait pas auparavant.

Bastien Sibille a eu raison de faire remarquer que les mutations du capitalisme sont beaucoup plus rapides que celles de la politique, et peut-être même que celles de l'ESS en dépit de son positionnement plutôt favorable.

L'enquête de ViaVoice qui a été présentée est réconfortante. On part sur de bonnes bases et c'est tant mieux, mais il faut encore beaucoup de travail. Je pense que l'ESS est factuellement et conceptuellement la plus en phase avec la notion de sobriété. D'abord, parce qu'elle a été pionnière de la transition écologique et que cette transition, via l'ESS, a trouvé des formes d'engagements citoyens, des formes associatives, mutualistes ou coopératives pour l'incarner.

De plus, l'ESS consiste en une articulation entre une dimension très macro, qui appelle à des politiques publiques et des formes de régulation économique, et une dimension micro qui appelle à des changements de comportements et à la responsabilité individuel. C'est donc un substrat fécond pour passer au registre de la sobriété.

Au-delà, le rapport de l'ESS avec la non lucrativité nous amène aussi à la sobriété puisque l'ESS est, par définition, fondée sur la limitation de la lucrativité, voire sa suppression. Ce principe nous rend a priori étranger aux logiques d'accumulation et de prédation, et donc cela prépare un terrain favorable pour la sobriété. En effet, fondamentalement, le modèle économique des organisations de l'ESS est un modèle d'autolimitation puisqu'il n'y a pas de maximisation de la recherche de valeur sur le plan financier.

Je dirai également, comme l'a fait Pierre Guillaume, que l'ESS a un rapport étroit avec l'éducation populaire, laquelle est aussi nécessaire à la sobriété. Dans l'ESS, nous sommes évidemment en contact avec les personnes les plus vulnérables, notamment au regard du contexte dans lequel nous vivons aujourd'hui, et il n'y aura pas de passage à la sobriété sans un puissant mouvement d'éducation populaire qui permettra d'accompagner les comportements. Il faudra apprendre, expliquer et accompagner des millions de personnes, ne serait-ce qu'en France, et donc nous seront des agents du bonheur individuel et collectif.

Il y a aussi un lien entre l'ESS, la sobriété et la question des ressources. Sur un plan plus philosophique, l'ESS est une façon de n'utiliser que la ressource dont on dispose. Au-delà des questions d'énergies nécessaires aux process industriels et de service, quand on crée dans l'ESS, on mobilise d'abord sa propre énergie - énergie citoyenne de tous ceux qui s'engagent dans un projet -, et donc le rapport à la ressource est fondamentalement différent de ce qu'il peut être dans le monde capitaliste, et prédispose à être plus sobre.

L'ESS a aussi à voir avec la sobriété sous l'angle de la justice sociale. En effet, dans l'ESS, selon les principes du mutualisme par exemple, nous savons que la contrainte qui pèse sur les plus nantis est la condition nécessaire pour que les plus faibles aient une chance d'atteindre un standard matériel de vie raisonnable, c'est une condition de la cohésion sociale. Nous avons ce souci permanent qui matrice nos actions.

Enfin, il y a un rapport entre l'ESS, la sobriété et la démocratie. Il a été dit qu'il ne s'agit pas seulement d'adopter d'autres habitudes de consommation, d'autres relations à l'énergie, etc. mais aussi de vivre dans un environnement de travail, dans un environnement citoyen plus

apaisé. Grâce au fait que nous voulons répandre la démocratie dans l'économie et que ce faisant, nous jouons un rôle dans la démocratie citoyenne, nous sommes un facteur d'apaisement de la conflictualité sociale, condition essentielle à la sobriété. Cela ne se fait pas toujours avec le plus grand succès mais sur le plan des principes nous y sommes très attachés.

Au-delà de « l'éloge du suffisant » comme aurait dit André Gorz, il nous faut jouer, dans l'ESS, un rôle politique en donnant des repères. C'est ce que l'on essaie de faire à ESS France en ayant adopté le 10 décembre 2021, une déclaration d'engagement des entreprises de l'ESS autour de nos raisons d'agir. Le terme sobriété n'y figure explicitement pas, ce qui est dommage, mais néanmoins nous essayons d'articuler les différentes origines philosophique et politique qui sont celles de l'ESS pour nous rendre le plus compatible possible avec ce qui est attendu de nous face aux enjeux évoqués. Il faut ainsi faire de nouvelles synthèses politiques et philosophiques dans le champ de l'ESS.

Nous avons aussi à fédérer, comme le dit Guillaume Balas qui est bien placé pour en parler. En effet, dans le réemploi solidaire, nous travaillons à ce que les acteurs de ce secteur soient aussi unis que possible par rapport à des enjeux qui sont, quant à eux, bien captés par le monde capitaliste. Il ne vous a pas échappé qu'il faut fédérer au-delà des enjeux stratégiques et financiers et outiller les acteurs de l'ESS qui, bien qu'ils jouent philosophiquement sur un terrain favorable, n'ont pas toujours l'appréhension la plus fine qui soit des enjeux autour de la question de la sobriété.

En dernier lieu, nous avons des travaux au sein d'ESS France qui se situent sur deux plans :

- Sur la question de la gouvernance des entreprises

Il nous semble qu'en plus de la loi de 2014 sur l'ESS, il y a de vrais enjeux qui devraient permettre de mieux identifier les entreprises de l'ESS et la gouvernance sous l'angle démocratique, mais cela ne peut pas suffire s'il s'agit seulement de qualificatifs juridiques. Il va falloir plus loin et je pense à la façon d'appréhender les enjeux démocratiques et d'associer les parties prenantes. Céline Portes avait parfaitement raison : dans le monde du spectacle vivant, ce sont les spectateurs qui font le modèle économique et même la légitimité du spectacle. Au-delà de la légitimité juridique de nos décisions, nous devons donc intégrer les parties prenantes dans notre projet de société.

- Sur la performance globale, comme souligné par Bastien Sibille

Je rêverais que quelques entreprises de l'ESS puissent tester une autre forme de comptabilisation de leurs activités et de la valeur qu'elles produisent. J'aimerais qu'il y ait des pionniers prêts à consacrer du temps et des moyens pour montrer que si on commence à compter autrement, on voit les choses différemment. Ainsi, au-delà des concepts, on pourra manier des réalités différentes utiles à tous. J'espère que l'on arrivera à convaincre ces entreprises de travailler ensemble sur ces sujets pour prouver que l'ESS peut répondre aux attentes et qu'elle est à la hauteur des espoirs que nos concitoyens placent en elle. J'espère que ESS France pourra incarner cette réalité.

Merci pour ce débat très intéressant et on continuera de travailler ensemble pour progresser sur le chemin des engagements concrets en la matière.

Marine Lamoureux

Merci beaucoup, Jérôme Saddier, d'avoir clos cette rencontre riche de vos expériences diverses et profondes, sans minimiser les défis qui sont importants.

Merci au public pour ses questions et commentaires. Les réponses seront apportées dans les actes du colloque qui seront envoyés aux inscrits.